

“NOTRE SYSTÈME SCOLAIRE est en échec, pas nos élèves”

► Les élections approchent à grands pas et à cette occasion, de nombreux organismes font part de leurs revendications et souhaits pour la prochaine législature. La Fapeo (Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel) ne fait pas exception et a compilé dans un mémorandum d'une vingtaine de pages, disponible sur son site internet, l'ensem-

ble des demandes qu'elle souhaite adresser à la prochaine majorité. Plus que jamais, l'association souhaite faire la promotion d'une école la plus égalitaire possible.

“Ce qui est le plus important pour nous, c'est de donner les moyens aux écoles et aux enseignants de s'adapter aux besoins particuliers des élèves. Et pour ça, les enseignants ont besoin d'être

soutenus !”, résume Joëlle Lacroix, coordinatrice de l'association.

Dans son mémorandum, l'association brasse toute une série d'aspects de l'enseignement officiel qui devraient être revus. La question de l'évaluation figure parmi les questions centrales que la Fapeo voudrait voir aborder lors de la prochaine législature.

“Nous estimons que les enfants ont le droit à l'erreur. Ils ont le droit de faire des fautes dans leurs dictées sans que ce soit automatiquement sanctionné. Il faut sortir de ce système où les élèves sont tout le temps sanctionnés par des mauvais points”, estime-t-elle.

L'ASSOCIATION réclame la suppression des secondes sessions et une répartition du temps consacré aux évaluations.

“Tous les établissements scolaires n'organisent pas de seconde session. On estime que lorsque l'enfant apprend à la fin du mois de juin qu'il a des examens de passage, il se retrouve livré à lui-même tout l'été. Ça nous pose

problème au niveau de l'égalité parce que les familles les plus aisées n'auront pas de soucis pour payer des cours particu-

“Nous estimons que les enfants ont le droit à l'erreur !”

liars alors que les plus pauvres n'auront pas cette facilité. On préférerait qu'il y ait un travail qui soit mené au sein des écoles”, estime la coordinatrice.

Autre point central du mémorandum : le souhait d'une école plus inclusive. “Nous plaçons pour une école réellement inclusive. Mais c'est une demande sur le long terme. Il faut que les élèves qui sont dans le besoin puissent bénéficier d'un ac-

compagnement personnalisé. Tous les élèves doivent pouvoir fréquenter une école de qualité, de leur choix, près de chez eux.”

LE BIEN-ÊTRE À L'ÉCOLE figure également au cœur de leurs revendications. “La question du bien-être des élèves n'est pas assez abordée. On se rend compte que les jeunes sont un peu oubliés dans les discussions.”

L'association souhaite que les parents soient plus impliqués dans les projets d'école. “La participation parentale dans les écoles est un enjeu important. On demande aux parents de se prononcer sur des sujets sur lesquels ils n'ont pas été correctement informés. Ce n'est pas normal.”

Maïli Bernaerts

Lutter contre la pénurie d'enseignants

“Les parents nous font très régulièrement part des périodes de cours manquées par leurs enfants et de leurs inquiétudes sur la suite de la scolarité. Comment penser qu'un élève qui n'a pas eu cours de math pendant plusieurs mois voire une année complète pourra atteindre les compétences fixées par le législateur et pourra réussir ses examens de fin d'année ?”, note la Fapeo. L'association estime que la pénurie met une pression sur les parents qui doivent compenser les heures manquées en faisant classe eux-mêmes ou en payant des professeurs particuliers, ce qui engendre une inégalité entre étudiants aisés et moins aisés.

L'association réclame donc que des mesures fermes soient prises pour lutter contre la pénurie. “Nous demandons que le pouvoir régulateur adopte une politique de régulation en matière d'affectation des enseignants détenteurs de titres requis dans les écoles en encadrement différencié.”

Ma. Be.

Mieux inclure les élèves porteurs d'un handicap

L'association a placé la scolarité des élèves en situation de handicap au cœur de ses préoccupations. “La Fapeo est convaincue que tous les élèves doivent pouvoir fréquenter une école de qualité, de leur choix, près de chez eux, avec des aménagements pour les élèves à besoins spécifiques et porteurs d'un handicap. Nous attendons donc que les écoles soient accessibles et adaptées à tous les élèves. La création d'écoles et la rénovation de bâtiments doivent être condi-

tionnées par le respect de normes d'espace, d'accessibilité, d'hygiène, de sécurité et de confort”, réclame l'association.

Cette dernière pointe également du doigt la question du transport scolaire. “Nous constatons que des enfants passent plus de trois heures dans les transports scolaires parce qu'il n'y a pas d'école spécialisée correspondant à leur handicap à proximité du logement de leurs parents”, déplore la fédération.

Ma. Be.

La fin des cours de religion

Depuis la rentrée scolaire 2017-2018, dans l'ensemble des écoles du réseau officiel, tous les élèves sont obligés de suivre une heure de cours de philosophie et de citoyenneté par semaine. Cependant, les élèves qui en font le choix ont encore la possibilité de suivre une heure de religion ou de morale par semaine. Pour la Fapeo, c'est encore trop.

L'association réclame un cours de philosophie et de citoyenneté de deux heures dans toutes les écoles, tous réseaux confondus. “S'il vous plaît, ne séparez pas des jeunes enfants dès la maternelle pour des convictions religieuses ou philosophiques qui relèvent du privé”, indique le mémorandum.

L'association souhaite donc supprimer le formulaire de choix. “Nous souhaitons que les deux heures soient la règle, sauf en cas de demande des parents.”

Ma. Be.

Des repas gratuits dans les écoles les plus pauvres

L'accès à l'enseignement doit être gratuit. C'est la Constitution qui le dit. Pourtant, les parents d'élèves savent que la réalité est tout autre. “Entre l'achat de fournitures scolaires tout au long de l'année, les sorties culturelles, les frais de piscine, la cantine, les garderies, le soutien scolaire et les sollicitations diverses pour remplir les caisses de l'école, les parents consacrent un budget considérable pour assurer la scolarité de leurs enfants. Dans le contexte de paupérisation des familles, pour lutter contre les inégalités, la gratuité de l'enseignement est un enjeu fondamental”, note la Fapeo. 21,2 % des Wallons et 33 % des Bruxellois vivent sous le seuil de pauvreté. Et pour les familles monoparentales, ce taux grimpe à 45,7 %. Plus d'un enfant sur quatre vit sous le seuil de pauvreté en Fédération Wallonie-Bruxelles.

La Fapeo demande donc que la gratuité soit réelle et s'étende à l'ensemble de la journée de l'enfant. L'association réclame également un plafonnement pour les sorties culturelles et sportives, et pour les voyages scolaires. Elle réclame aussi la gratuité des repas pour les écoles à indice socio-économique faible.

Ma. Be.

Un nouveau calendrier scolaire

"Dans notre pays comme chez nos voisins européens, les cadences de l'école n'ont pas évolué avec le temps alors que les enfants et les adolescents vivent dans un environnement en constante transformation. Le calendrier annuel est déséquilibré et a des impacts négatifs sur les apprentissages", estime la Fapeo. Selon cette dernière, l'idéal serait de faire suivre sept semaines de cours de deux semaines de congé.

L'association souhaite également que le temps de midi ait un statut défini. *"Qu'il soit considéré comme scolaire ou extrascolaire, ce qui importe, c'est que le législateur ouvre ce chantier et décide de le définir une fois pour toutes clairement."* En Fédération Wallonie-Bruxelles, près de 80 % des enfants de l'école fondamentale restent à l'école sur le temps de midi. À Bruxelles et dans le Brabant wallon, 90 % des enfants sont concer-

nés. Mais *"au menu, vous trouvez surtout du stress, de l'agitation, du bruit et des encadrants peu qualifiés aux statuts très souvent précaires. Ce break est-il vraiment bénéfique pour continuer les apprentissages du reste de la journée ? La pause de midi est importante dans les rythmes biologiques de l'enfant. Elle produit des effets sur son bien-être, sa santé et ses capacités d'apprentissage."*

Ma. Be.